

ANALYSE DES DETERMINANTS DES INEGALITES DE GENRE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : CAS DES PAYS DE LA CEDEAO

ANALYSIS OF THE DETERMINANTS OF GENDER INEQUALITIES IN HIGHER EDUCATION: THE CASE OF ECOWAS COUNTRIES

N'DRI Kouamé Jean Marc

Chercheur

Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'Ivoire

Laboratoire d'Analyse de Modélisation et de Politique Economique (LAMPE)

N'GUESAN Sylvain

Chercheur

Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'Ivoire

Laboratoire d'Analyse de Modélisation et de Politique Economique (LAMPE)

BEHI Mauriane Sylva

Doctorante

Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'Ivoire

Date de soumission : 22/07/2024

Date d'acceptation : 05/10/2024

Pour citer cet article :

N'DRI. K.J.M, & AL (2024) « Analyse des déterminants des inégalités de genre dans l'enseignement supérieur : cas des pays de la CEDEAO », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 10 » pp : 75-95.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objectif de cet article est d'analyser les facteurs explicatifs des inégalités dans l'enseignement supérieur. Cette étude a été appliquée principalement dans les pays de la CEDEAO où les inégalités de genre persistent tant bien à la scolarisation primaire qu'au niveau supérieur. Nos données proviennent en général des indicateurs de développement dans le monde (WDI), des indicateurs de la gouvernance dans le monde (WGI) et du Programme de nation Unie pour le Développement (PNUD). Pour atteindre cet objectif, nous avons utilisé une approche économétrique portant sur la méthode GMM en système. Les résultats obtenus montrent que le contrôle de la corruption (la mauvaise gouvernance), la pauvreté, les dépenses publiques d'éducation par élève, la stabilité socio politique et les inégalités d'accès aux soins de santé sont les principaux déterminants des inégalités de l'éducation supérieure. De tous ces facteurs, seule la stabilité sociopolitique permet de réduire les inégalités de genre dans l'éducation supérieure.

Mots clés : Education, Genre, Inégalité, CEDEAO, GMM en système

Abstract

This paper aims to analyze the explanatory factors of inequalities in higher education. The study was applied mainly in ECOWAS countries where gender inequalities persist at primary and tertiary levels of education. Our data is generally drawn from the World Development Indicators (WDI), the World Governance Indicators (WGI), and the United Nations Development Programme (UNDP). We used an econometric approach based on the GMM method in a system to achieve this objective. The results show that control of corruption (bad governance), poverty, public expenditure on education per student, socio-political stability, and inequalities in access to health care are the main determinants of inequalities in higher education. Of all these factors, only socio-political stability can reduce gender inequalities in higher education.

Keywords: Education, Gender, Inequality, ECOWAS, GMM in system

Introduction

L'égalité des genres constitue une priorité mondiale pour l'UNESCO. Cette priorité est indissociable de ses efforts pour promouvoir le droit à l'éducation et soutenir la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). En particulier, l'ODD 4 vise à « assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et à promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ». Parallèlement, l'ODD 5 s'engage à « parvenir à l'égalité des genres et autonomiser toutes les femmes et les filles ». De plus, l'Agenda Éducation 2030 reconnaît que l'égalité des genres nécessite une approche qui « garantit que les filles et les garçons, les femmes et les hommes non seulement aient le même accès aux différents cycles d'enseignement, jusqu'à leur terme, mais aussi qu'ils aient les mêmes possibilités de s'épanouir dans l'éducation et grâce à l'éducation ».

Selon la théorie du capital humain, développée par Schultz en 1961 et reprise par Becker en 1964, l'éducation a un effet positif sur le développement économique et social. Cependant, il est important de noter que les inégalités dans l'accès à l'éducation freinent la croissance économique et accentuent les disparités de revenu. Ce déséquilibre se manifeste tant sur le plan de l'éducation, de la formation scientifique et de l'insertion socioprofessionnelle que dans les domaines de la culture, des droits humains et de la communication.

Par ailleurs, les inégalités de genre représentent des disparités sociales et juridiques qui défavorisent un sexe par rapport à un autre, constituant ainsi la forme la plus répandue de désavantage social. En ce qui concerne les inégalités de genre, elles mesurent une différence relative de situation entre individus (hommes et femmes) par rapport à la dotation en capital physique, humain, le revenu ou l'accès à certaines prestations (Piketty et Saez, 2013). À cet égard, d'après Bourguignon (2002), la réduction des inégalités génère un « double dividende ». Non seulement elle réduit la pauvreté à travers un effet de redistribution, mais elle accélère également le rythme de réduction de la pauvreté.

En effet, l'élasticité du taux de pauvreté au revenu moyen est étroitement et négativement liée au degré d'inégalité des revenus. Dès lors, les inégalités entre hommes et femmes semblent constituer un frein à la promotion des droits humains, à la croissance économique et au développement durable (UNESCO, 2017b). Ce déséquilibre, généralement en défaveur des femmes, est observable dans toutes les sociétés à travers le monde, notamment sur le marché du travail, dans la carrière professionnelle, l'accès aux ressources économiques, le pouvoir de décision, ainsi que dans l'éducation.

Cependant, l'éducation est un pilier fondamental du développement et un outil crucial de réduction des inégalités de genre. En effet, la littérature démontre que l'inégalité de genre dans l'éducation impacte négativement la croissance économique (Knowles et al., 2000 ; Lagerlöf, 2003 ; Klasen et Lamanna, 2009). Réduire ces inégalités pourrait, par conséquent, entraîner une diminution significative des disparités dans d'autres domaines. Comme l'affirmait Sen (1999) : « si nous continuons à maintenir des parties importantes de la population mondiale hors de l'orbite de l'éducation, nous contribuons à rendre le monde non seulement moins juste, mais également moins sûr. »

Ainsi, l'éducation est devenue une priorité au sein des sociétés modernes (Banque Mondiale, 2015). La première conférence mondiale sur l'éducation de Jomtien en 1990, le forum mondial de Dakar en 2000 sur l'éducation pour tous (EPT), et les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont tous placé la question de l'égalité entre les sexes en éducation au cœur des préoccupations mondiales (Colclugh, 2004). En Asie centrale et en Asie du Sud, des progrès rapides ont été observés en matière de parité entre les sexes à tous les niveaux d'enseignement, bien que les avancées aient été particulièrement lentes dans l'enseignement supérieur (Rapport mondial de suivi de l'éducation 2001).

Ces dernières années, des progrès notables ont été réalisés grâce aux efforts soutenus pour améliorer l'éducation des filles, notamment à travers des politiques et des programmes visant à modifier les attitudes sociales, fournir une aide financière aux étudiants et renforcer l'accessibilité des écoles (UNESCO, 2017b). Cependant, l'enseignement supérieur en Afrique reste ainsi caractérisé par de profondes inégalités.

Les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), situés en Afrique subsaharienne, ne font pas exception à cette situation. Par exemple, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger, moins de neuf filles sont inscrites à l'école primaire pour dix garçons. De plus, seulement sept filles sont inscrites à l'école secondaire pour dix garçons, et les femmes ont moins de 50 % des chances qu'un homme d'être inscrites dans un établissement d'enseignement supérieur (Banque mondiale, 2015).

La majorité des pays de la CEDEAO ont souscrit au Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui vise notamment à promouvoir l'égalité entre les sexes, à autonomiser toutes les femmes et à favoriser des sociétés pacifiques et inclusives (PNUD, 2016). Cependant, malgré ces engagements, les inégalités de genre persistent à tous les niveaux d'éducation, et elles sont particulièrement marquées dans l'enseignement supérieur (Indicateur de développement du Monde, Banque mondiale, année).

La situation est encore plus alarmante dans cette région, où plus d'un tiers des enfants en âge de fréquenter le primaire ne sont pas scolarisés, dont 40 % sont des filles. En conséquence, les filles ont une durée moyenne de scolarisation plus courte que les garçons, avec une espérance de scolarité de 8,7 ans en 2011, contre 9,9 ans pour les garçons (UNESCO, 2017a).

Dans l'ensemble des pays de la CEDEAO, l'indice d'inégalité de genre par pays en 2018 était le suivant : Bénin (0,43), Burkina Faso (0,58), Cap-Vert (1,32), Côte d'Ivoire (0,68), Gambie (0,67), Ghana (0,76), Guinée (0,43), Libéria (0,61), Mali (0,43), Niger (0,41), Sénégal (0,67) et Togo (0,51) (WDI, 2018). En termes de taux d'inscription dans l'enseignement supérieur, on observe que pour 100 garçons inscrits, il y a 43 filles au Bénin, 58 au Burkina Faso, 132 au Cap-Vert, 68 en Côte d'Ivoire, 67 en Gambie, 76 au Ghana, 43 en Guinée, 61 au Libéria, 43 au Mali, 41 au Niger, 67 au Sénégal et 51 au Togo. Ces statistiques de la Banque mondiale révèlent qu'en dépit des efforts déployés pour promouvoir l'égalité des genres à tous les niveaux, le taux de scolarisation des filles reste largement inférieur à celui des garçons dans l'ensemble de l'union.

Malgré l'avalanche des récents progrès et les efforts des politiques publiques et des initiatives régionales visant à promouvoir l'égalité des sexes dans l'éducation, les inégalités de genre dans l'enseignement supérieur persistent dans les pays de la CEDEAO. En effet, le taux de scolarisation des filles demeure inférieur à celui des garçons dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne. Cette situation s'explique par de nombreux facteurs. En effet, les causes de la sous-scolarisation des filles sont à la fois liées à des facteurs d'offre, tels que le nombre insuffisant d'écoles, leur éloignement, le manque de dépenses publiques et de bourses d'étude, mais également à des facteurs de demande, comme la perception de l'investissement dans la scolarisation des filles comme non rentable ou la crainte de l'émancipation des femmes éduquées (UNESCO, 2017a).

Dans ce contexte, il est essentiel d'identifier les facteurs explicatifs de ces écarts d'effectifs entre filles et garçons dans l'enseignement supérieur au sein des pays de la CEDEAO. La littérature met en lumière plusieurs déterminants majeurs. Par exemple, Nir et Kaflé (2013) ont montré que l'instabilité politique explique à 90 % les disparités d'accès à une éducation de qualité. De son côté, l'UNESCO (2017b) souligne que la pauvreté, les conflits armés et les instabilités politiques constituent des obstacles majeurs à la réalisation de l'Éducation pour Tous (EPT).

D'autres recherches ont mis en avant l'insuffisance des dépenses publiques en éducation comme l'une des principales sources d'inégalités de genre. Par ailleurs, Hoddinott et Haddad (1995) ont

constaté que les inégalités d'accès au marché du travail ont des effets positifs sur l'inégalité de genre dans l'éducation en général, et dans l'enseignement supérieur en particulier, ce qui pourrait également affecter le revenu par tête. Depuis la fondation de la nouvelle économie institutionnelle par North (1993), la gouvernance est reconnue comme un facteur central de production. Dans le domaine de l'éducation, par exemple, Mauro (1997) a également montré que les pays les plus corrompus dépensent moins dans l'éducation.

Ainsi, il apparaît les inégalités sont influencées par une combinaison complexe de facteurs, notamment les stéréotypes de genre, les obstacles économiques, les politiques éducatives et les normes culturelles. Cette situation soulève plusieurs questions essentielles :

Quels sont les déterminants des inégalités de genre dans l'enseignement supérieur au sein des pays de la CEDEAO ?

Les facteurs socio-économiques et politiques influent-ils les inégalités de genre dans les établissements d'enseignement supérieur ?

Ainsi, l'objectif général de cet article est d'analyser les déterminants des inégalités de genre dans l'enseignement supérieur de la zone CEDEAO. Au regard de la problématique suscitée nous postulons les hypothèses suivantes :

La stabilité politique (ou instabilité) influence significativement et positivement les inégalités de genre dans l'accès à l'enseignement supérieure dans la zone CEDEAO.

Les dépenses publiques d'éducation réduisent significativement les écarts en matière de scolarisation au supérieur entre les sexes dans la zone CEDEAO.

En mettant en lumière ces déterminants, l'article contribue à la littérature sur les facteurs en matière d'égalité des genres dans le domaine de l'éducation. Au pan méthodologique, la méthode des moments généralisés (GMM) utilisée permet de contourner les problèmes d'endogénéité spécifiques aux panels ayant une dimension relativement faible par rapport à la dimension temporelle. Au plan politique, en sensibilisant à l'importance de l'égalité des genres dans l'enseignement supérieur, cet article encourage également la mise en place de mesures concrètes pour surmonter les obstacles spécifiques auxquels sont confrontées les femmes dans cette région. En renforçant l'accès des femmes à l'enseignement supérieur, cette initiative peut favoriser leur autonomisation, leur participation économique et sociale, et contribuer ainsi au développement global de la région.

1. Revue de littérature

Tout travail scientifique repose en général sur les fondements théoriques et empiriques. Ainsi, les lignes qui suivent mettent en évidence les fondements relatifs au sujet.

1.1. Revue théorique

La littérature portant sur l'inégalité de genre dans l'éducation examine les raisons pour lesquelles les différences persistent entre les sexes en termes d'accès, de participation et de résultats éducatifs.

Tout d'abord, du point de vue socioculturel, Bourdieu (1998), met en lumière comment les normes et rôles de genre sont reproduits à travers les systèmes éducatifs, contribuant à maintenir les inégalités entre les sexes. Sur le plan économique, Sen (1999), souligne que dans de nombreuses familles, surtout dans les contextes de pauvreté, l'éducation des filles est souvent sous-priorisée en raison de contraintes économiques. Duflo (2012), montre que l'accès inégal aux ressources éducatives constitue un obstacle majeur pour les filles, limitant ainsi leur potentiel de développement économique et social. D'un point de vue institutionnel, les politiques éducatives biaisées reproduisent des inégalités de genre (Fraser, 1997). Crenshaw (1989) met en évidence, le concept d'intersectionnalité, dans lequel, l'inégalité de genre dans l'éducation est exacerbée par d'autres formes de discrimination, telles que celles basées sur la race, la classe sociale, ou l'origine ethnique. Les théories féministes, notamment celles développées par Scott (1986), analyse comment les catégories de genre sont construites et maintenues dans les systèmes éducatifs, appelant à une révision critique de ces structures pour créer un environnement éducatif plus juste et équitable. Enfin, la théorie de l'allocation temporelle de Becker (1965) soutient que les différences de capital humain, influencées par l'éducation, proviennent en grande partie de la spécialisation des femmes dans les activités domestiques par rapport aux hommes. La théorie de l'identité de genre d'Akerlof et Kranton (2000), quant à elle, soutient que les stéréotypes de genre, souvent inculqués dès l'enfance par le système éducatif, façonnent les aspirations professionnelles des femmes et leurs choix de carrière. Ces normes sociales et attentes de genre peuvent restreindre les opportunités éducatives et professionnelles disponibles pour les femmes.

1.2. Revue empirique

Plusieurs travaux ont tenté de mettre en évidence les facteurs déterminant les inégalités de genre dans le secteur éducatif.

Les recherches ont montré que les stéréotypes sociaux comme l'origine sociale et le genre constituent des facteurs déterminants dans la construction sociale des inégalités retrouvées dans le milieu scolaire. Les stéréotypes, les préjugés, les stigmates et les discriminations ont des effets dans les milieux et les parcours scolaires des filles plus que des garçons (Mapto Kengne, 2020). Les inégalités ont souvent un caractère socio-économique et sont liées à l'accès à

l'éducation et à la formation des filles vers l'enseignement supérieur en Afrique. Les filles rencontrent divers obstacles dans leur parcours vers l'enseignement supérieur, notamment des barrières économiques, des attentes sociales et des défis liés à la disponibilité et à la qualité de l'éducation. Aussi, les représentations sociales de l'école et de l'éducation influencent fortement les aspirations des filles. Dans certains contextes, les perceptions traditionnelles et les stéréotypes de genre peuvent limiter les ambitions éducatives des filles, tandis que dans d'autres, les attitudes favorables encouragent leur engagement académique.

Dans ce sens, Traore (2015) a prouvé que la gouvernance locale constitue un atout pour améliorer certains indicateurs éducatifs, tels que le taux d'accès, le taux de scolarisation, le taux de rétention scolaire et la couverture scolaire du pays. Dans le même sens, Seka (2013) a trouvé que la corruption nuit à la formation du capital humain en décourageant la jeunesse de poursuivre des études trop longues. De plus, la corruption réduit la part des dépenses d'éducation dans le PIB tout en augmentant les dépenses non productives, notamment les dépenses militaires (Gupta, 2001). En utilisant des données provenant de 88 pays en développement, Duerrenberger et al. (2018) ont confirmé que la corruption affecte négativement le nombre d'années de scolarité attendues. Selon Mtiraoui (2020), les politiques de lutte contre la corruption restent inefficaces en l'absence d'une action publique efficace. En effet, l'action du pouvoir public est souvent entravée par un système corrompu, ce qui nuit au taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur.

Les conséquences néfastes des activités domestiques sur les performances scolaires des filles sont bien documentées. Selon Kébé (2018), au Sénégal, de nombreuses filles abandonnent leurs études en raison des tâches ménagères, ce qui les empêche de trouver le temps nécessaire pour étudier et faire leurs devoirs, entraînant ainsi de mauvaises notes et un risque accru d'abandon scolaire. Banzragch et al. (2019) soulignent que plusieurs facteurs déterminants influencent l'égalité ou l'inégalité dans l'éducation. Parmi ces facteurs figurent l'âge et le sexe des enfants, le niveau d'éducation des parents, la taille et le revenu du ménage, ainsi que la situation géographique. Ces éléments jouent un rôle crucial dans la détermination des opportunités éducatives et peuvent affecter la réussite scolaire et l'égalité d'accès à l'éducation.

2. Méthodologie

2.1. Stratégie d'estimation

Les méthodes standards utilisées pour analyser les déterminants de l'inégalité de genre dans l'enseignement supérieur présentent plusieurs faiblesses. Tout d'abord, ces méthodes peuvent souffrir d'endogénéité, c'est-à-dire que les variables explicatives sont simultanément liées aux

variables dépendantes et à d'autres variables non observées. Cette endogénéité peut conduire à des biais dans les estimations des effets des variables explicatives sur les inégalités de genre. De plus, ces méthodes peuvent ne pas prendre en compte les effets directs et indirects de certaines variables, telles que les normes sociales, les stéréotypes de genre, ou encore la discrimination systémique. Plusieurs études ont souligné ces faiblesses des méthodes standards d'analyse de l'inégalité de genre dans l'enseignement supérieur.

Par exemple, l'étude de Biernat et Kobrynowicz (1997) a montré que les stéréotypes de genre peuvent affecter la perception de la compétence et les attentes de réussite des étudiantes, ce qui peut influencer leur performance scolaire. De même, l'étude de Biewen et Tapalaga (2017) a souligné l'importance de prendre en compte les normes sociales dans l'analyse de l'inégalité de genre, en montrant que les femmes peuvent être découragées de poursuivre des études dans des domaines où elles sont sous-représentées en raison de ces normes sociales. Ainsi, il est important de prendre en compte ces faiblesses dans l'analyse des déterminants de l'inégalité de genre dans l'enseignement supérieur et d'utiliser des méthodes plus sophistiquées pour y remédier, telles que l'utilisation de variables instrumentales pour traiter l'endogénéité ou encore l'inclusion de variables latentes pour mesurer les effets indirects des variables explicatives.

Les modèles de données de panel ont l'avantage de prendre en compte la question d'endogénéité dans l'analyse des déterminants de l'inégalité de genre dans l'enseignement supérieur. En effet, ces modèles permettent de contrôler les effets inobservables et de tenir compte de la dépendance entre les observations dans le temps et dans l'espace. Ainsi, les modèles de données de panel peuvent fournir des estimations plus précises des effets des variables explicatives sur l'inégalité de genre dans l'enseignement supérieur. En résumé, les modèles de données de panel peuvent être utiles pour analyser les déterminants de l'inégalité de genre dans l'enseignement supérieur en prenant en compte la question d'endogénéité. Ces modèles peuvent fournir des estimations plus précises des effets des variables explicatives sur l'inégalité de genre, en contrôlant les effets inobservables et en tenant compte de la dépendance entre les observations dans le temps et dans l'espace.

Les GMM ordinaires présentent certaines faiblesses lorsqu'ils sont utilisés pour traiter la question d'endogénéité dans l'analyse des déterminants de l'inégalité de genre dans l'enseignement supérieur. En effet, ces modèles peuvent conduire à des biais de sélection si les instruments utilisés pour contrôler l'endogénéité ne sont pas exogènes. De plus, les GMM ordinaires ne prennent pas en compte les erreurs de mesure et les erreurs de classification, qui peuvent conduire à des biais supplémentaires dans les estimations. C'est pourquoi l'utilisation

des GMM modèles de variables instrumentales à double filtre développés par Hayakawa, Qi et Bretung (2019) est importante pour traiter la question d'endogénéité de manière plus efficace. Ces modèles combinent deux filtres de variables instrumentales pour contrôler l'endogénéité et les erreurs de mesure, en utilisant des instruments exogènes et des instruments corrélés avec l'erreur de mesure, respectivement.

Cette approche permet d'estimer les effets des variables explicatives sur l'inégalité de genre de manière plus précise, en prenant en compte l'ensemble des sources de biais potentielles. L'étude de Hayakawa, Qi et Bretung (2019) a appliqué cette méthode aux données de panel sur les salaires des diplômés universitaires aux États-Unis et a montré que les résultats obtenus à l'aide des GMM modèles de variables instrumentales à double filtre étaient plus précis que ceux obtenus à l'aide des GMM ordinaires. Les auteurs ont également souligné que cette méthode peut être appliquée à d'autres domaines de recherche, y compris l'analyse de l'inégalité de genre dans l'enseignement supérieur. En conclusion, l'utilisation des modèles GMM de type variables instrumentales à double filtre développés par Hayakawa, Qi et Bretung (2019) est importante pour traiter la question d'endogénéité dans l'analyse des déterminants de l'inégalité de genre dans l'enseignement supérieur de manière plus précise et efficace, en prenant en compte l'ensemble des sources potentielles de biais.

2.3. Modèle de base et Spécification du modèle

La Méthode des Moments Généralisés (GMM) en panel dynamique donne une estimation efficiente d'un tel modèle (contrairement aux MCO) en permettant de contrôler pour les effets spécifiques individuels et temporels et de pallier les biais d'endogénéité entre les déterminants des inégalités d'accès à l'éducation supérieure.

2.3.1. GMM en différences premières

L'estimateur GMM en différences premières d'Arellano et Bond (1991) consiste à prendre pour chaque période la première différence de l'équation à estimer pour éliminer les effets spécifiques individuels. Le cadre méthodologique utilisé provient des travaux élaborés par Mtiraoui (2017) qui a étudié les déterminants de l'éducation supérieure, le modèle de référence se présente comme suit :

$$\Delta \text{KH}_{it} = \alpha + \beta \Delta \text{KH}_{it-1} + \gamma \Delta \text{X}_{it} + \gamma \Delta \text{Z}_{it} + \Delta \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Avec **KH** la variable endogène; **X** et **Z** sont des variables exogènes; (α , β et γ) les paramètres à estimer; ε_{it} le terme d'erreur.

En adaptant cette méthodologie de panel dynamique relative à la méthode GMM en système, notre modèle en système se présente comme suit :

$$\Delta \text{IGE_SUP}_{it} = \alpha + \beta \Delta \text{IGE_SUP}_{it-1} + \gamma \Delta \text{X}_{it} + \gamma \Delta \text{Z}_{it} + \Delta \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Il s'agit ensuite d'instrumenter la variable endogène retardée par ses valeurs passées de 2 périodes et plus. Cependant, cette méthode ne permet pas d'identifier l'effet des facteurs invariants dans le temps. De plus, Blundell et Bond (1998) ont montré à l'aide des simulations de Monte Carlo que l'estimateur GMM en système est plus performant que celui en différences premières, ce dernier donne des résultats biaisés dans des échantillons finis lorsque les instruments sont faibles.

2.3.2. GMM en système

L'estimateur GMM en système de Blundell et Bond (1998), combine les équations en différences premières avec les équations en niveau. Les instruments dans l'équation en différences premières sont exprimés en niveau, et vice versa. Ainsi dans le cas d'un GMM en système présenté par Mtiraoui (2017), le modèle de référence se présente comme suit :

$$\Delta \text{KH}_{it} = \alpha + \beta \Delta \text{KH}_{it-1} + \gamma \Delta \text{X}_{it} + \gamma \Delta \text{Z}_{it} + \Delta \varepsilon_{it} \quad (3)$$

$$\text{KH}_{it} = \alpha + \beta \text{KH}_{it-1} + \gamma \text{X}_{it} + \gamma \text{Z}_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4)$$

Avec **KH** la variable endogène ; **X** et **Z** sont des variables exogènes ; (α , β et γ) les paramètres à estimer; ε_{it} le terme d'erreur. En appliquant cette méthodologie dans le cas de notre étude, notre modèle est le suivant :

$$\Delta \text{IGE_SUP}_{it} = \alpha + \beta \Delta \text{IGE_SUP}_{it-1} + \gamma \Delta \text{X}_{it} + \gamma \Delta \text{Z}_{it} + \Delta \varepsilon_{it} \quad (5)$$

$$\text{IGE_SUP}_{it} = \alpha + \beta \text{IGE_SUP}_{it-1} + \gamma \text{X}_{it} + \gamma \text{Z}_{it} + \varepsilon_{it} \quad (6)$$

Avec IGE_SUP_{it} la variable endogène ; **X** et **Z** sont des variables exogènes ; (α , β et γ) les paramètres à estimer ; le terme d'erreur ε_{it} . **i** désigne les pays avec $i = 1, 2, \dots, N$; **N** est le nombre de pays et **t** désigne périodes de temps avec $t = 1, 2, \dots, T$; **T** est le nombre de périodes.

2.4. Description des variables

2.4.1. Source des données

Nos données proviennent en général des indicateurs de développement dans le monde (WDI), des indicateurs de la gouvernance dans le monde (WGI) et le Programme de nation Unie pour le Développement (PNUD). Notre étude porte le pays membre de la CEDEAO. Le choix de cet espace pourrait se justifier par les nouveaux objectifs d'intégration économique et sociale en générale. En plus de nombreuses disparités existe encore malgré de nombreux effort réalisé à l'échelle internationale pour l'accès à une éducation pour tous et aussi à la réduction des inégalités de genre. Cette étude contient une dimension temporelle de 10 ans relativement faible

par rapport pour un grand nombre de pays choisis. Force est de préciser le retraiter de la Guinée Bissau, du Nigeria et du Niger par le manque de donnée disponible sur cette dimension temporelle.

2.4.2. Description des variables

La spécification des variables comprend les variables retenues dans notre étude. Il est important de définir clairement les variables utilisées avant leur usage et de présenter les différentes sources des données relatives à ces variables. De façon générale, elle fournit toutes les informations nécessaires sur chaque variable choisie. La variable dépendante de notre étude qui est l'inégalité de genre à l'école supérieure est définie par le ratio femmes/hommes des inscriptions à l'enseignement supérieur. Cette variable a été prise dans la base de données des indicateurs de développement de la Banque Mondiale. Dans le cadre de cette étude, nous avons comme variables indépendantes les variables suivantes : les dépenses publiques d'enseignement supérieur par élève ou étudiant, les inégalités de genre dans l'accès aux soins de santé, l'indice de développement humain, l'inégalité de genre sur le marché du travail, le contrôle de la corruption et la stabilité politique. Toutes ces informations relatives aux variables sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Variables de l'étude

Variables	Définitions
IGE_SUP	Ratio femmes/hommes des inscriptions dans l'enseignement supérieur en %
DE_SUP_e	Dépenses par élève de l'enseignement supérieur (% du PIB par habitant)
IGste	Ratio femmes/homme dans l'accès aux soins de santé en %.
IDH	Indice de développement humain en %.
IGMT	Ratio femmes/hommes de l'indice de participation en %.
Corr	Contrôle de la corruption
Stabpol	Stabilité Sociopolitique

Source : Auteurs

3. Résultats et interprétations

Dans cette dernière section, il est question de présenter les résultats de nos estimations ainsi que les différentes interprétations.

3.1. Résultats de l'estimation robuste

L'objectif de notre étude est d'analyser les déterminants de la disparité d'accès à l'éducation dans les pays de la CEDEAO. Les estimations sont faites à partir de la méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique de Blundell et Bond (1998), qui est appropriée dans le cadre d'un échantillon fini (séries temporelles courtes). Les résultats sont contenus dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Résultats de l'estimation robuste

	Coef	Z
IGE_SUP L1	0,269	7,68*
Corr	0,004	7,88*
Stabpol	-0,004	-3,47*
DE_SUP_e	0,0001	1,67***
IGSte	0,081	9,05*
IDH	0,013	5,69*
IGMT	0,001	0,89
Cons	-8,839	-8,12

Source : Auteurs à partir de WDI et WGI (2018)

(*) et (***) représente les significativités relatives au seuil de 1% et 10%.

3.2. Tests de validité

Avec l'estimateur des GMM en panel dynamique, on associe deux tests :

Le teste Arellano et Bond d'auto corrélation tel que les deux hypothèses **H0** et **H1**.

H1 : Corrélation négative d'ordre 1 des résidus.

H0 : Absence de corrélation d'ordre 2 des résidus.

Tableau 3 : Autocorrélation d'Arellano et Bond (1991)

Ordre	Z	Prob>Z
1	-2,7186	0,0066
2	-0,41146	0,6807

Source : Auteurs

Les résultats issus des Tests d'auto corrélation permettent d'accepter d'absence de corrélation sérielle des résidus. Concernant, le test de sur- identification de Sargan /Hansen, les résultats d'estimation proviennent d'une estimation robuste à l'aide de la méthode GMM en système. Cette estimation corrige les problèmes de biais et d'endogénéité relative aux instruments déterminés et prend en compte le test de Sargan /Hansen.

3.3. Interprétations résultats

3.3.1. Interprétations économétriques

Les résultats contenus dans le tableau (résultat des estimations) proviennent d'une estimation robuste avec la méthode GMM en système. Cette estimation corrige les problèmes de biais et d'endogénéité relative aux instruments déterminés. Il en ressort de ces résultats que toutes nos variables sont significatives sauf celle liée à l'inégalité du genre sur le marché du travail.

En effet, la valeur passée des inégalités de genre dans l'enseignement supérieur représente une significativité au seuil de 1%, des inégalités du genre présentes. Précisément, cela traduit la dynamique de notre panel. La forte inégalité marquée dans le passé influence positivement de 26% les inégalités présentes dans l'accès à l'enseignement au supérieur. La corruption influence positivement et significativement les inégalités d'accès à la scolarisation supérieur de 0,004. Donc une augmentation de la corruption de 1% traduit ceteris paribus une augmentation des inégalités de genre de 0,004.

Par contre la stabilité socio politique a un effet négatif sur le niveau de scolarisation au supérieur de -0,004. Les dépenses publiques d'éducation supérieur par élève influencent positivement et sensiblement les inégalités d'accès au cycle supérieur. Les inégalités d'accès aux soins de santé ont aussi un effet significatif et positif de 8% sur les inégalités dans l'éducation au supérieur. La pauvreté est associée significativement et positivement aux disparités d'accès à l'enseignement au supérieur au seuil de 1%.

3.3.2. Interprétation économique et discussion des résultats

- **Influence des inégalités**

La forte inégalité de genre marquée dans le passé influence positivement les inégalités présentes dans l'accès à l'enseignement au supérieur de 26%. Cela traduit non seulement la dynamique du modèle mais pourrait s'expliquer aussi par la difficulté à réduire la disparité de genre dans l'éducation. Et cela malgré l'accent mis sur la politique d'éducation pour tous et sur la réduction des inégalités de genre dans l'éducation initiée lors des ODD et approuvés dans les pays d'Afrique de l'Ouest où les inégalités de genre sont les plus marquées.

- **Influence de la corruption**

L'indicateur de la qualité des institutionnelle (contrôle de la corruption) peut être considérée comme un déterminant du capital humain. Seka (2005) a testé la relation entre l'indice de Perception de la Corruption (IPC) et le niveau d'éducation supérieure comme variable représentant l'accumulation du capital humain. Les résultats d'estimation font ressortir une liaison négative, et fortement significative entre l'indice de corruption et le taux d'inscription aux études supérieures. L'auteur en conclut que la propension des jeunes à arrêter trop tôt les études est d'autant plus importante que la corruption est répandue dans l'économie et dans le secteur d'éducation en particulier. Mo (2001) montre également que le nombre moyen d'années d'études est significativement plus faible dans les pays plus corrompus. Pellegrini et Gerlagh (2004), en revanche, ne trouvent pas une relation significative entre la corruption et le capital humain. Tandis que, Ouedraogo (2020), trouve que l'amélioration de l'efficacité des pouvoirs publics favorise l'accroissement de l'accès à l'école supérieure en Afrique subsaharienne.

Comparativement autre résultat et conformément aux travaux récents de Ouedraogo (2020), nous trouvons que la corruption influence positivement et significativement les inégalités d'accès à la scolarisation supérieure. Cela s'explique par la mauvaise gouvernance qui prévaut dans le secteur éducatif en général et précisément au niveau supérieur. En effet, plusieurs pratiques opaques qui existent dans ce domaine accroissent les disparités d'accès et la rétention des filles à l'université.

Dans ce sens, la corruption pourrait nuire à la formation du capital humain en décourageant la jeunesse d'entreprendre des études trop longues, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur la croissance à terme (Seka, 2013). Gupta, Davoodi et Tiongson (2000) montrent que la réduction de la corruption peut se traduire par des gains sociaux importants mesurés par un faible taux de rupture scolaire. Selon lui, l'accroissement du contrôle de la corruption de 0,05 favorise une augmentation de taux de scolarisation tertiaire de 47%. En effet, selon Mironov (2005), la corruption résiduelle affecte positivement l'accumulation du capital et la productivité dans les pays en développement. Par conséquent, les taux de d'abandon scolaire sont cinq fois plus élevés dans le pays avec un niveau de la corruption élevé (aussi Gupta, Davoodi et Tiongson, 2000). Par conséquent, la politique de la lutte contre la corruption reste inefficace en absence de l'efficacité de l'action du pouvoir public dans cette région d'étude. En effet, l'action du pouvoir public est accompagnée par un système corrompu défavorisant le taux de scolarisation supérieur (Mtiraoui, 2020).

- **L'influence de la stabilité socio politique**

Les résultats issus de nos estimations relèvent que la stabilité sociopolitique réduit de manière significatif les inégalités de genre dans l'éducation supérieure. En effet, lorsque l'environnement universitaire est paisible (absence de troubles, de grèves momentanées) on assiste à une préférence pour les études supérieures. Cela traduit la sensibilité d'un meilleur système éducatif aux conditions d'ordre socio politique.

La stabilité sociopolitique incite les individus à faire de longue étude. En revanche, les crises momentanées que subit la plupart des pays de la CEDEAO freinent l'élan des élèves et étudiant par la suite réduit l'investissement dans leur capital humain. Cet argument pourrait justifier ainsi l'accès au sexe féminin (les filles) qui représentent la population la plus vénérable dans le milieu universitaire. Par ailleurs, dans un environnement stable, les dépenses militaires devront être diminuées au profit des dépenses publiques en éducation, et par suite cette stabilité politique, reposant sur l'investissement en capital physique et humain, va encourager les citoyens à compléter leurs études supérieures pour favoriser un capital humain plus productif.

Nos résultats confortent ceux de Fosu (1992), Dixit et Pindick (1994) qui analysent la relation entre l'instabilité politique et la croissance explique dans une certaine mesure, le phénomène de croissance ainsi que les choix d'acquisition de capital humain. La stabilité peut aussi éviter le phénomène de fuite de cerveaux qui est généralement observé dans les pays africains, et maintenir les filles et les garçons à poursuivre leur étude dans leur pays. En conclusion, la stabilité socio politique accroît non seulement l'investissement en capital humain mais au rehausser le niveau de développement et augmenter la croissance économique.

- **L'effet des dépenses d'éducation supérieure par élève**

Mauro (1997) montre que les dépenses publiques d'éducation exprimées en pourcentage de PIB sont fortement corrélées négativement avec la corruption (plus la corruption est élevée moins on dépense sur l'éducation). En outre Gupta et Davoodi (2000) montrent, dans le même contexte, que les pays les plus corrompus dépensent moins sur l'éducation. Giscard (2017), aboutit au résultat selon laquelle les dépenses publiques ont des effets positifs sur l'indice d'égalité de genre dans le secteur de l'éducation dans les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

Ces constatations sont confirmées dans nos résultats, qui révèlent que les dépenses au niveau supérieur augmentent les inégalités de genre et met une barrière à l'inscription à l'université. En effet, on assiste non seulement à la faiblesse des ressources éducatives pour répondre aux besoins de la population estudiantine qui ne cesse de s'accroître. Par ailleurs, les bourses

perçues par les étudiants suivent une répartition inégalitaire. On pourrait ainsi accuser l'augmentation des inégalités des taux d'inscription au niveau supérieur par la mauvaise gestion des ressources déployées mais aussi par le haut niveau de corruption publique auxquelles sont confrontés les pays d'Afrique en général et en particulier les pays de la CEDEAO.

Les dépenses publiques peuvent améliorer l'efficacité de la recherche et du développement éducatif dans un cadre de transparence, de crédibilité et de concurrence entre l'élite. Les dépenses distributives peuvent limiter la croissance en réduisant les incitations à travailler et investir dans le capital humain. Ces résultats confirment avec les travaux de Kim et Moody (1992) qui stipulent que les dépenses publiques dans les secteurs sociaux de base ne sont pas allouées de manière efficace et ne permettent pas alors de promouvoir la croissance économique dans les pays en développement. C'est la qualité de l'action du pouvoir public qui reste inefficace et clarifiant le manque de la lutte contre la corruption pour la région MENA.

- **Influence des inégalités de genre dans l'accès aux soins de santé**

Les inégalités d'accès aux soins de santé ont un effet significatif et positif de 8% sur les inégalités dans l'éducation au supérieur. Une augmentation des inégalités d'accès aux soins de santé accroît significativement et positivement les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur. Selon la théorie du capital humain, précisément celui de Grossman (1972), l'investissement en santé permet d'accroître la productivité des individus.

En effet, les disparités de santé des femmes par rapport aux hommes se justifient par le fort taux de mortalité maternelle présente dans les pays de la CEDEAO. Par conséquent, la mortalité influence négativement l'accès à l'enseignement supérieur. Nos résultats corroborent ceux de Mtiraoui (2017). Pour lui, une augmentation de taux de mortalité de 0,01 et 0,05 traduit respectivement un décroissement de taux d'enseignant respectivement pour la totalité des pays MENA-OCDE et la zone OCDE. Pour la région MENA, les résultats de cet auteur aboutissent à une diminution du taux de scolarisation tertiaire de 8,5% suite à une augmentation de 5% de la mortalité.

- **Influence de la pauvreté**

La pauvreté est associée significativement et positivement aux disparités d'accès à l'enseignement au supérieur au seuil de 1%. Plus les conditions de vie des ménages se détériorent, cela accroît les inégalités dans la scolarisation au supérieur de 1,33%. La mauvaise condition de vie de la population réduit l'incitation à l'inscription au supérieur des ménages ayant des conditions moindres relativement à ceux ayant des conditions meilleures. Cela pourrait s'expliquer également par les inégalités de revenu entre riche et pauvre dû à

l'inefficacité de la croissance pro pauvre. Cela traduit l'importance des ressources économiques dans le prolongement des études et dans l'investissement du capital humain.

Dans le même sens et en analysant l'effet de la pauvreté sur la réussite scolaire au secondaire au Congo, Ibara (2018) trouve, que la pauvreté économique des ménages influence négativement la réussite scolaire au secondaire. Ceci voudrait dire, toutes choses égales par ailleurs que la probabilité de réaliser un succès scolaire au secondaire diminue significativement avec le statut de pauvreté de ménage. Ainsi, la précarité économique (pauvreté) pourrait affecter négativement l'accès des filles à l'université. En effet, face au coût de l'éducation (scolarité) et aux autres coûts indirects (uniformes, manuels scolaires, transports, alimentation), des familles qui sont dans l'incapacité financière de couvrir ces charges pour tous leurs enfants, sacrifient en premier leurs filles plutôt que leurs enfants du sexe opposé.

Conclusion

L'objectif de cet article était d'analyser les facteurs explicatifs des inégalités dans l'enseignement supérieur. Cette étude a été appliquée principalement dans les pays de la CEDEAO où les inégalités de genre persistent tant bien à la scolarisation primaire qu'au niveau supérieur. Nos données proviennent en général des indicateurs de développement dans le monde (WDI) et des indicateurs de la gouvernance dans le monde (WGI) et le Programme de nation Unie pour le Développement (PNUD).

Pour atteindre cet objectif, nous avons utilisé une approche économétrique portant sur la méthode GMM en système. Les résultats obtenus montrent que le contrôle de la corruption (la mauvaise gouvernance), la pauvreté, les dépenses publiques d'éducation par élève, la stabilité socio politique et les inégalités d'accès aux soins de santé sont les principaux déterminants des inégalités de l'éducation supérieure. De tous ces facteurs, seule la stabilité sociopolitique permet de réduire les inégalités de genre dans l'éducation supérieure. Cependant, les recherches futures dans le même domaine pourraient utiliser d'autre modèle avec un échantillon relativement différent à la nôtre. Le choix de certaines variables telles que les aides étrangères pourrait aussi influencer le niveau d'inégalités de genre dans l'enseignement supérieur. Au regard des différents résultats trouvés, comme politique économique, nous suggérons au gouvernement de contrôler le niveau de corruption et de favoriser un climat de paix dans les pays membre de la CEDEAO pour faciliter la convergence économique et sociale.

Aussi, les politiques envisageables consistent à promouvoir la meilleure gouvernance (des mécanismes de suivi, la bonne gestion des ressources internes, les sanctions) afin d'éviter plutôt l'inefficacité et l'inefficience (le gaspillage) des dépenses publiques d'éducation supérieure

destinée à promouvoir l'accès à l'éducation pour tous au niveau supérieur. Concernant, les dépenses d'éducation supérieure par élève, il convient d'octroyer des bourses de façon égalitaire et de maîtriser le risque de détournement de ses ressources. L'étude met en évidence la nécessité de politiques éducatives spécifiques pour soutenir les filles, notamment en améliorant l'accès à l'éducation, en offrant des soutiens financiers, et en combattant les stéréotypes de genre. Elle suggère également des interventions ciblées pour adresser les obstacles particuliers rencontrés par les filles dans différents contextes africains.

BIBLIOGRAPHIE

1. Article de revue

1. Akerlof, G. A., & Kranton, R. E. (2000). Economics and Identity. *The Quarterly Journal of Economics*, 115(3), 715-753.
2. Arellano, M., & Bond, S. (1991). Quelques tests de spécification pour les données de panel: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations. *Review of Economic Studies*, 58, 277-298.
3. Banzragch, O., Mizunoya, S., & Bayarjargal, M. (2019). Education inequality in Mongolia: Measurement and causes. *International Journal of Educational Development*, 68, 68-79.
4. Becker, G. S. (1965). A Theory of the Allocation of Time. *The Economic Journal*, 75(299), 493-517.
5. Biernat, M., & Kobrynowicz, D. (1997). Normes de compétence fondées sur le sexe et la race: normes minimales inférieures mais normes de capacité plus élevées pour les groupes dévalorisés. *Journal de la personnalité et de la psychologie sociale*, 72(3), 544-557.
6. Biewen, M., & Tapalaga, M. (2017). Choix éducatifs tout au long du cycle de vie dans un système avec suivi précoce et options de "seconde chance". *Economics of Education Review*, 56, 80-94.
7. Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115-143.
8. Duflo, E. (2012). Women Empowerment and Economic Development. *Journal of Economic Literature*, 50(4), 1051-1079.
9. Fosu, A. K. (2001). Political instability and economic growth in developing economies: some specification empirics. *Economics Letters*, 70(2), 289-294.
10. Hayakawa, K., Qi, M., & Breitung, J. (2019). Double filter instrumental variable estimation of panel data models with weakly exogenous variables. *Econometric Reviews*.

11. Hoddinott, J., & Haddad, L. (1995). Does Female Income Share Influence Household Expenditures? Evidence from Côte D'Ivoire. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 57(1), 77-96.
12. Klasen, S., & Lamanna, F. (2009). The Impact of Gender Inequality in Education and Employment on Economic Growth: New Evidence for a Panel of Countries. *Feminist Economics*, 15(3), 91-132.
13. Lagerlöf, N.-P. (2003). Gender Equality and Long-Run Growth. *Journal of Economic Growth*, 8(4), 403-426.
14. Mauro, P. (1997). Why worry about corruption? *International Monetary Fund*.
15. Mo, P. H. (2001). Corruption and Economic Growth. *Journal of Comparative Economics*, 29, 66-79.
16. Pellegrini, L., & Gerlagh, R. (2004). Corruption's effect on growth and its transmission channels. *Kyklos*, 57(3), 429-456.
17. Piketty, T., & Saez, E. (2013). Top Incomes and the Great Recession: Recent Evolutions and Policy Implications. *IMF Economic Review*, 61(3), 456-478.
18. Scott, J. W. (1986). Gender: A Useful Category of Historical Analysis. *The American Historical Review*, 91(5), 1053-1075.
19. Schultz, T. W. (1961). Investment in Human Capital. *The American Economic Review*, 51(1), 1-17.

2. Ouvrages

1. Becker, G. S. (1964), *Capital humain: une analyse théorique et empirique avec une référence spéciale à l'éducation*. NBER, première édition.
2. Bourdieu, P. (1998), *La domination masculine*. Paris: Seuil.
3. Crenshaw, K. (1989), Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics. *University of Chicago Legal Forum*, 1989(1), 139-167.
4. Dixit, A. K., Dixit, R. K., & Pindyck, R. S. (1994), *Investment under Uncertainty*. Princeton University Press.
5. Fraser, N. (1997), *Justice Interruptus: Critical Reflections on the "Postsocialist" Condition*. New York: Routledge.
6. Sen, A. (1999), *Development as Freedom*. New York: Alfred A. Knopf.

3. Thèses

1. Mtiraoui, A. (2017) : « *Contrôle de la corruption, Capital humain et Développement économique: Application aux secteurs de l'éducation et de la Santé dans les régions MENA et OCDE*. Thèse, Université de Sousse (Tunisie), Faculté des sciences économiques et de gestion.
2. Kébé, N. A. (2018) : « *L'abandon scolaire des jeunes femmes au niveau du secondaire au Sénégal*.
3. Ouedraogo, I. (2020) : « *Gouvernance et formation du capital humain en Afrique subsaharienne*. Thèse de doctorat, Université Panafricaine Yaoundé (Cameroun) ».
4. Seka, R. (2005) : « *Corruption, croissance et capital humain: Quels rapports?* Université de Cocody, UFR-SEG, Abidjan ».
5. Kengne, V. M. (2020) : « *Les filles sur le chemin de l'enseignement supérieur en Afrique : Analyse de leurs trajectoires, représentations sociales de l'école et résilience à travers leurs récits biographiques* ». Éditions universitaires européennes.

4. Rapports

1. Banque Mondiale. (2018). *Genre et parité hommes-femmes*. Data.
2. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2016). *Développement durable*.
3. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2018). *Palmarès - Indicateur de développement humain (IDH)*.
4. UNESCO. (2017a). *Plaidoyer international - Genre en action*.
5. UNESCO. (2017b). *L'UNESCO et l'égalité des genres en Afrique Subsaharienne : des programmes novateurs, des résultats perceptibles*. Bibliothèque Numérique.